



HAL
open science

CLAPHAM (Christopher), The Horn of Africa : State Formation and Decay , Londres, Hurst, 2023, 244 pages

Mehdi Labzaé

► **To cite this version:**

Mehdi Labzaé. CLAPHAM (Christopher), The Horn of Africa : State Formation and Decay , Londres, Hurst, 2023, 244 pages. Politique africaine, 2024, 173 (1), pp.221-223. 10.3917/polaf.173.0221 . hal-04844412

HAL Id: hal-04844412

<https://cnrs.hal.science/hal-04844412v1>

Submitted on 17 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CLAPHAM (Christopher)
The Horn of Africa: State Formation and Decay
Londres, Hurst, 2023, 244 pages

Cet ouvrage, dont la première édition date de 2017, a pour ambition de restituer les processus de formation de l'État dans la Corne de l'Afrique – excluant Soudan et Soudan du Sud. La diversité des sociétés politiques qui y vivent rend l'exercice périlleux, ce que l'auteur, professeur émérite au Centre d'études africaines de Cambridge, souligne dès l'introduction. Il est cependant regrettable qu'il finisse par habiller des interprétations culturalistes d'une légitimité scientifique, ce qui est d'autant plus dommageable dans un contexte marqué par une extrême polarisation du jeu politique dans l'État que l'auteur qualifie (p. 195) d'hégémon dans la Corne, l'Éthiopie.

Alors que les deux premiers chapitres restituent les trajectoires historiques longues de formation de l'État, chaque État considéré depuis l'année charnière de 1991 est ensuite l'objet d'un chapitre : l'Éthiopie au chapitre 3, l'Érythrée au chapitre 4 et les États somaliens comprenant Djibouti dans le chapitre 5. Un sixième et dernier chapitre décrit les relations internationales et régionales et est très centré sur l'Éthiopie, « clé de la stabilité dans la Corne » (p. 202).

Clapham entame son propos sur l'idée forte que les dynamiques de formation de l'État dans la Corne de l'Afrique sont endogènes à cet espace (p. 2), ce sur quoi on le rejoint tout à fait. Cependant, il fait de ce trait une spécificité des États de la Corne, qui ne seraient pas des produits du colonialisme européen (p. 3). Si l'on comprend qu'il écrit ici contre le sens commun faisant de *tous* les États africains des entités historiquement imposées de l'extérieur, il n'en demeure pas moins que Clapham semble ici rouvrir un débat que l'on pensait clos dans les études africaines contemporaines. Le moment colonial a marqué durablement les États africains, mais ceux-ci sont aussi le produit de dynamiques antérieures, endogènes, et ne peuvent être réduits à l'intervention européenne, aussi violente qu'elle fut. La Corne de l'Afrique ne se distingue pas du reste du continent, et Clapham note lui-même (p. 32, p. 175) à quel point la capacité des empereurs éthiopiens, et notamment de Menelik II, à tirer profit de l'extraversion en jouant les impérialismes européens les uns contre les autres a été importante dans la formation de l'État éthiopien contemporain.

L'auteur, qui travaille dans la région depuis les années 1960, peut se targuer de souvenirs personnels d'événements historiques dont beaucoup n'ont qu'une connaissance livresque – son premier ouvrage, sur le régime impérial d'Hailé Sélassié, date de 1969. On regrette cependant que les trajectoires historiques dépliées dans le livre soient engoncées dans une réflexion qui ressort davantage de la géopolitique, voire du déterminisme géographique. Le premier chapitre, intitulé « pouvoir du paysage » (p. 7-30), plante un décor qui manque de dynamisme. Clapham fait sienne une présentation statique et réifiante de la Corne, divisée en un « corps de hautes terres », où l'agriculture sédentaire a permis l'émergence d'États aux visées centralisatrices (p. 9-14), des « périphéries de basses terres », où le pastoralisme a, selon l'auteur, empêché l'émergence d'États centralisés, et des « périphéries de hautes terres », rassemblant des peuples ayant connu le développement de l'agriculture mais qui ont été « largement exclus des structures d'États » (p. 22).

Le problème n'est pas l'utilisation d'une telle présentation schématique pour décrire la formation des États sur le temps long, à l'échelle de siècles, mais plutôt l'adoption d'une telle lecture pour évoquer des événements plus ponctuels qui s'expliquent certainement mieux par d'autres facteurs, associés à des temporalités plus courtes. Cette vision géopolitique pousse surtout à l'adoption d'une grille de lecture culturaliste et ethnicisante. Tout au long du livre, des ethnonymes – souvent projetés sur des territoires, surtout lorsqu'il s'agit des Somali – sont mobilisés comme des unités de base pour la compréhension du politique. Ainsi, les Amhara sont, comme de coutume, un « peuple à être gouverné » pour qui « le pouvoir est respecté d'en

bas tant que le haut montre qu'il l'exerce de manière effective » (p. 11). Clapham étend cette vision du pouvoir à tous les peuples des hautes terres pour affirmer que « toute déviation à la subordination devient alors de la rébellion, et la possibilité d'exprimer son désaccord avec un chef tout en respectant son autorité est extrêmement limitée : c'est exactement cette incompatibilité entre autorité et dissidence qui explique la guerre qui a éclaté en 2020 entre l'administration régionale du Tigray et le gouvernement central à Addis-Abeba » (p. 11-12). Les développements ultérieurs sur la guerre actuelle (p. 110-119) répètent ce biais, bien qu'il soit précisé que les « manipulations byzantines derrière les murs du palais » et le fait « d'interpréter le compromis comme une faiblesse » (p. 110) ne sont pas une spécificité éthiopienne.

Les Somali font l'objet d'encore moins de nuances : à travers leurs territoires, « à l'exception durable de Djibouti, le principal défi a été de créer quoi que ce soit qui pourrait ne serait-ce qu'être considéré comme un État » (p. 156). Là encore, l'idée que la reconstruction d'États détruits par des guerres (Clapham utilise des guillemets pour écrire « faillis ») ne peut être imposée de l'extérieur mais doit être un processus endogène aurait pu être formulée en des termes non culturalistes. C'est en effet ce que concluent les politistes travaillant sur des sociétés aussi diverses que l'Afghanistan ou Haïti, où il reste à prouver que le pastoralisme joue quelque rôle que ce soit. En niant la possibilité d'un État somali, l'auteur masque des dynamiques de centralisation politique efficaces dans un contexte pastoral, comme lors des guerres du début du XX^e siècle où les « derviches » de Mohammed Abdullah Hassan ont tenu en respect les troupes britanniques qui entendaient faire davantage que « ne pas déranger la société somali » – selon l'étrange description du colonialisme britannique par Clapham (p. 175). Clapham montre par ailleurs que l'État est moins étranger à l'espace Somali que ce qu'il prétend, comme lorsqu'il note très justement que le mouvement djihadiste Al-Shabaab est parvenu à « construire son autorité par le bas » (p. 171), au point de parvenir à mettre en œuvre des techniques très autoritaires de contrôle de la population, similaires à celles de l'État éthiopien, comme lors de la famine de 2011-2012 (p. 172-173).

Pour l'Érythrée, où une lecture ethnique semble moins facilement mobilisable, l'auteur se réfère alors à une « mentalité » qu'il se donne pour mission d'expliquer (p. 124). Paradoxalement, les éléments avancés pour rendre compte de la perpétuation d'un régime extrêmement brutal sont moins culturalistes, détaillant les héritages de la lutte armée dans la pratique du pouvoir de l'Eritrean People's Liberation Front puis, après la guerre de 1998-2000 contre l'Éthiopie, d'un Issayas Afworqi très solitaire (p. 141).

L'impression générale que l'on retire de cette lecture ne serait pas si gênante si l'auteur n'avait pas saupoudré son texte de jugements de valeur personnels, comme lorsqu'il se moque, (p. 69) du fédéralisme ethnique en affirmant que « seuls les marxistes seront surpris » du fait que les appartenances ethniques sortent renforcées par un système qui prétendait les combattre, ou lorsqu'il nous fait part de son dégoût du pain de faux-bananier (*enset*), aliment répandu dans de nombreuses sociétés du Sud de l'Éthiopie (p. 26) !

Une attention plus fine à l'histoire politique contemporaine aurait pu empêcher de faire de ce cadre général, soulignant les fondements économiques infrastructurels des États, une énième nuance de culturalisme. C'est ce à quoi parvient John Markakis dans son *Last Two Frontiers*¹, qui, tout en adoptant des divisions hautes terres/basses terres et centre/périphéries, n'abandonne pas son matérialisme à la seule histoire, et sait identifier dans l'histoire récente les compromis, notamment locaux. Certains développements du livre auraient pu s'inscrire dans un tel cadre théorique débarrassé de penchants ethnicisants. Les pages consacrées au Somaliland, par exemple, montrent bien comment une configuration pourtant similaire à celle du Sud de la Somalie à la fin des années 1980, un mélange de compromis permis par l'adoption d'un

1. J. Markakis, *Ethiopia: The Last Two Frontiers*, Woodbridge, James Currey, 2011.

multipartisme rationalisé (p. 179), d'engagement des élites économiques sur fond d'intégration dans le commerce mondial, de libéralisme économique et d'abandon d'une visée transformatrice ou développementale de l'État a permis, sur trois décennies, la construction *et* la formation d'un État, dont l'auteur note la capacité à user de l'extraversion ainsi que d'une forme de souveraineté (p. 183).

Mehdi Labzaé

CNRS,

Institut des sciences sociales du politique (ISP)